



**HAL**  
open science

## Les groupes écologistes en RDA de 1980 à 1990 : continuité dans l'éclatement et l'éclectisme

Anne-Marie Pailhès

► **To cite this version:**

Anne-Marie Pailhès. Les groupes écologistes en RDA de 1980 à 1990 : continuité dans l'éclatement et l'éclectisme. *Connaissance de la RDA*, 1991, 30-31, pp.71-102. halshs-01468501

**HAL Id: halshs-01468501**

**<https://shs.hal.science/halshs-01468501>**

Submitted on 15 Feb 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.


5

**connais  
sance  
de la  
RDA**

**LE CHANGEMENT**  
*octobre 1989 - octobre 1990...*

Publié avec le concours du Service de la  
Recherche de l'Université Paris VIII

Janvier 1991 Numéro 30/31



Anne-Marie Pailhès

Les groupes écologistes en RDA de 1980 à 1990 :  
continuité dans l'éclatement et l'éclectisme

La RDA est en passe de devenir une partie du pays de la CEE où l'écologie a la plus grande audience médiatique et où le parti écologiste des Grünen est supposé être un élément original et important de la vie politique. Comment les groupes écologistes de RDA vont-ils pouvoir être intégrés à l'espace d'une « nation » allemande qui se veut plus que toute autre consciente des problèmes d'environnement ? En quoi se distinguent-ils des groupes d'Allemagne de l'Ouest ? L'adoption du « modèle écologiste » ouest-allemand, démission rendue urgente par la situation catastrophique de l'environnement en RDA, peut-elle simplement s'expliquer par la force d'un consensus national ? Pour mieux comprendre la configuration actuelle de l'échiquier écologiste est-allemand, il est nécessaire de définir quel est leur héritage idéologique (place de la RFA, des Eglises, de l'Etat), d'analyser les formes qu'a pu prendre l'engagement écologiste en RDA (voies administratives, presse semi-officielle) pour enfin évoquer la situation actuelle dans une période de transition où l'on hésite sans cesse sur le temps grammatical à employer.

**L'HERITAGE IDEOLOGIQUE DES ECOLOGISTES EST-ALLEMANDS**

La nature de l'influence occidentale

Les idées écologistes sous leur forme actuelle sont apparues à la fin des années 60 en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, double héritage des mouvements contestataires des années 60 remettant en cause l'idéologie du profit à tout prix et de traditions plus anciennes telles le « socialisme associacionniste » de type fourériste en France<sup>1</sup>, ou des mouvements proches de la nature comme les « Wandervögel » en Allemagne ou les premières auberges de jeunesse nées elles aussi en Allemagne au début du siècle. Pour avoir une vision plus juste de l'engagement écologiste en RDA, il faudrait le replacer dans le contexte allemand en général en tenant compte du lien spécifique qui unit l'Allemand à la nature et l'enracine dans une « Heimat ». C'est ainsi qu'en Saxe, des groupes que l'on dirait aujourd'hui écologistes existaient dès le début du siècle : l'Union Régionale Saxonne de protection de la « Heimat » (Landesverein Sächsischer Heimatschutz), fondée en 1908, a existé jusqu'en 1945 et vient d'être récemment ressuscitée<sup>2</sup>. C'est au début des années 70 que les thèses écologistes ont commencé à se faire connaître du public en acquérant une audience plus vaste grâce aux médias : en 1971 sont créés le Ministère de l'Environnement

Rachel Carson	<i>Der stumme Frühling</i> , 1960 (Le printemps silencieux)
Erich Fromm	<i>Haben oder Sein (Avoir ou être)</i> <i>Kunst des Liebens</i> <i>Selbstbegrenzung</i>
Ivan Illich	<i>Die sogenannte Energiekrise</i> <i>Das Ende der Utopie (La fin de l'utopie)</i> <i>Der eindimensionale Mensch</i>
Herbert Marcuse	<i>L'homme unidimensionnel</i> <i>Jenseits bürgerlicher Religion</i>
Johann Baptist Metz	<i>Small is beautiful</i>
Ernst Friedrich Schumacher	<i>Ein Volk ohne Vision geht zugrunde</i> <i>Nicht nur Ja und Amen</i>
Dorothea Sölle	<i>Die Philosophie der Freiheit</i> <i>(La philosophie de la liberté)</i>
Rudolf Steiner	

Il serait intéressant de savoir lesquels de ces livres étaient connus en RDA ; on peut en effet supposer qu'ils auraient pu être consultés dans l'une des 17 bibliothèques écologistes des Églises que l'on recensait en RDA en 1989 (à Altenburg, Berlin, Dresde, Erfurt, Forst, Francfort-sur l'Oder, Gera, Greifswald, Halle, Jéna, Leipzig, Neuhäusen, Nordhausen et Zwickau) car ces bibliothèques étaient alimentées par les Églises de RFA. A Halle par exemple, la bibliothèque aurait été mise sur pied avec 10 livres de RFA et une série d'anciens numéros de la *tagszeitung* de Berlin-Ouest<sup>4</sup>. L'enquête a pu être menée dans la Bibliothèque de l'Environnement (paroisse de Sion) où nous n'avons découvert qu'un seul des titres recherchés (Schumacher, *Small is beautiful*). Les écologistes qui ont vu cette liste ont déclaré qu'ils étaient presque tous, alors qu'ils étaient des personnages clefs de la nouvelle opposition écologiste (Parti Vert, Ligue Verte, Ökolöwe), et se sont montrés sceptiques sur les résultats d'une enquête éventuelle qui serait menée auprès de leurs adhérents. Ils nous ont demandé la liste à titre d'information.

Les objectifs des groupes de base ont semble-t-il été très ponctuels et leur pensée ne reposait pas sur un substrat théorique bien défini. Cette lacune pose la question de l'origine sociale des adhérents écologistes de RDA en comparaison par exemple avec celle des Grünen de RFA. Si les écologistes de RDA faisaient partie des couches moyennes cultivées de la population, comme c'est le cas en RFA et dans d'autres pays occidentaux, comment expliquer que leur pensée ait un fondement théorique très réduit ? Un représentant du Parti Vert de RDA, interrogé à ce sujet, défend la spécificité de son mouvement face aux Grünen jugés trop intellectuels : « Les Verts ouest-allemands sont plus ou moins un parti d'intellectuels alors que le Parti Vert de RDA s'appuie sur tous les mouvements de protection de l'environne-

en RDA et le Secréariat d'Etat à l'Environnement en France. En ce qui concerne la RDA, on prendra pour référence les premiers débats à ce sujet dans les Églises protestantes. Il semble bien qu'il y ait simultanéité de l'intérêt pour la question écologiste à l'Est et à l'Ouest. Mais la situation de la RDA était spécifique dans la mesure où elle avait constamment face à elle le miroir de la RFA (où, rappelons-le, le Parti Vert n'a été fondé qu'en 1980), un Etat qui passe en Europe pour être « le pays des Verts » par excellence et où les thèmes écologiques ont une grande audience médiatique. Dans ces conditions, il était difficile aux écologistes de RDA de se créer un « profil » spécifique sans payer de tribut à leur grand frère de l'Ouest. La RDA a toujours été soumise à l'influence de la RFA par le biais de la télévision et de la radio, sauf dans la région de Dresde où l'on ne pouvait capter les émissions de l'Ouest, mais où les groupes écologistes n'en ont cependant pas moins été des plus actifs ; ces sources d'informations ont sans doute joué un rôle non négligeable dans la formation d'une conscience écologique. Mais les supports écrits qui auraient pu alimenter une approche théorique précise de la question restaient très difficiles d'accès : « Certes la radio et la télévision de l'Ouest ont été très écoutées, mais il était jusqu'ici très difficile de se procurer livres et revue [...] Il y a donc eu une influence, mais on ne peut la mesurer », dit Hans Peter Gensichen, pasteur, directeur du Centre de Recherches de l'Eglise Évangélique de Wittenberg, spécialiste des questions d'écologie<sup>5</sup>. Il ajoute : « Les impulsions sont parfois venues de l'Ouest, et ce fut même souvent le cas, car il est clair qu'il n'existe pas de système autonome complètement fermé. Mais nous avons aussi pensé par nous-mêmes ». Ces informations sont confirmées par la réponse de jeunes écologistes de Leipzig à la même question : « Nos sources sont avant tout de nature pratique et concrète (et il en va sans doute ainsi pour la plupart des « verts » de RDA), notre motivation ne vient pas de théories profondes. L'enjeu se situe à la situation catastrophique de l'information ces dernières années en RDA (absence de livres, de journaux et de revues importantes). Ce genre de documents était interdit dans les bibliothèques de lecture publique. Il n'y avait aucun climat de discussion et de débat critique intellectuel »<sup>4</sup>. Une brochure sur les technologies de pointe, publiée en 1988 par le Centre de Recherches de Wittenberg<sup>5</sup>, donne une bibliographie de 26 titres dont 12 parus en RFA. Mais qui pouvait lire ces ouvrages ? Cette publication spécialisée s'adressait à un public restreint et ne peut suffire à tirer des conclusions hâtives sur l'influence occidentale. On peut même avancer l'hypothèse que cette influence a été en général surestimée, en RFA en particulier. Avant cette étude, il a été établi une liste d'une quinzaine d'ouvrages de référence de la pensée alternative ouest-allemande :

Günther Anders	<i>Die Antiquiertheit des Menschen</i>
Rudolf Bahro	<i>Die Alternative</i> <i>Elemente einer neuen Politik : zum Verhältnis von Ökologie und Sozialismus</i>

ment, donc sur toutes les couches sociales, et se fixe l'écologie comme objectif principal »<sup>7</sup>. Mais ces propos ne ressemblent-ils pas plus à un vœu pieux qu'à une analyse de la situation réelle ? Des représentants du groupe leipzigois Ökölöwe ont une réponse différente sur l'origine sociale de leurs adhérents : « Tout l'éventail intellectuel y est représenté : professeurs, ingénieurs, et beaucoup d'étudiants »<sup>8</sup>. Il est peu probable que les groupes d'écologistes, implantés surtout dans les villes comme le montre la localisation des bibliothèques écologistes, aient réellement recruté dans tous les milieux. Il suffit d'en prendre pour preuve l'origine sociale du personnel politique écologiste actuel en RDA : les figures de proue du Parti Vert sont : philosophe (Carlo Jordan), biologiste (Marianne Dörfler), juriste (Lutz Beiermann)<sup>9</sup>. Matthias Platzeck, porte-parole de la Ligue Verte à la table ronde de l'opposition, est médecin<sup>10</sup>. Les neuf candidats présentés par le Parti Vert à Dresde aux élections communales sont : agronome, techniciens<sup>11</sup>, ingénieur, policier, infirmières<sup>12</sup>, inspecteur de la sécurité du travail<sup>13</sup>. Ces professions se rapprochent de celles que l'on trouve chez les Verts ouest-allemands<sup>14</sup>. Une barrière culturelle n'explique donc pas l'ignorance des ouvrages occidentaux qui peut alors être interprétée en deux sens : d'une part le caractère spécifique de l'engagement écologiste en RDA était une orientation très pragmatique, d'autre part il se concevait avant tout comme une contestation politique non-organisée qui n'aboutissait pas à un projet de société constructif. Hans Peter Gensichen souligne cette orientation pragmatique : « La défense de l'environnement en RDA est un mouvement indépendant, il agit sur les lieux des problèmes. Quand du dioxyde de soufre s'échappait des cheminées, l'Occident n'avait pas besoin d'attirer notre attention sur ce point. Si le succès de nos actions a été limité, ce n'est pas parce que l'aide occidentale a été trop limitée mais parce que la situation était ici trop détournée »<sup>15</sup>.

On peut donc avancer qu'il y a une spécificité du mouvement écologiste est-allemand, tiraillé entre le « modèle » politique et médiatique de la scène alternative ouest-allemande et l'exemple de mouvements écologistes forts nés dans d'autres pays d'Europe de l'Est depuis le milieu des années 80. Mais les expériences alternatives ouest-allemandes qui se déroulaient en marge de la société et tendaient à créer des niches qui ne remettaient pas en cause l'ensemble du système social, ont été perçues comme des impasses ; un groupe d'écologistes de Schwerin, interrogé en 1989, déclarait : « Notre conception d'une vie alternative part avant tout de l'idée d'une vie où l'on soit conscient des problèmes d'environnement. Nous sommes très au courant de ce qui se passe dans le mouvement alternatif ouest-allemand et nous connaissons aussi des jeunes ou de jeunes adultes qui font des tentatives similaires en RDA, mais nous avons pu constater qu'en RDA, ces gens sont de plus en plus isolés [...] Nous ne voulons pas devenir une réplique des Listes Vertes de la République Fédérale, ni travailler en ce sens »<sup>16</sup>.

### Protestantisme et écologie en RDA

Les groupes écologistes de RDA sont tout d'abord nés dans le cadre de l'Eglise Evangélique. Depuis le milieu des années 80, quelques groupes se sont également formés au sein de l'Eglise catholique ; on peut tout d'abord attribuer ce retard à la faiblesse numérique de cette Eglise (7,1 % de la population se déclarent catholiques dans un pays à forte tradition luthérienne<sup>15</sup>). Mais cet écart dans le degré d'engagement s'explique aussi par une différence structurelle : dans l'Eglise catholique, chaque prêtre est tenu de rendre compte de ses activités à son supérieur hiérarchique. Les Eglises protestantes, à l'inverse, offrent un plus grand espace de liberté : « Ce sont les Eglises protestantes qui, grâce à la souplesse de leurs structures, peuvent mettre à profit ces dispositions en stimulant l'envie des croyants, voire des non-croyants, de participer à des initiatives locales provenant de la base »<sup>16</sup>.

En 1972, les scientifiques du Club de Rome ont attiré l'attention du monde entier sur les problèmes démographiques posés par la croissance. C'est à peu près à la même époque que l'Eglise Evangélique a commencé à se préoccuper des problèmes d'environnement dans les deux Allemagnes, ce qui lui permettait de maintenir une unité par un communautarisme de centres d'intérêt. Gensichen a distingué quatre phases dans l'engagement écologiste de l'Eglise qui va dans le sens d'une universalisation toujours plus grande, de 1971 à 1988 : prise de conscience de l'écologie en tant que problème théologique (1971-1975), institutionnalisation de l'approche théorique et approfondissement de la réflexion (1976-1980), extension des thèmes écologiques à tous les domaines (1981-1985). La quatrième phase, dans laquelle la RDA se serait trouvée de 1986 à 1989, se serait caractérisée par une approche plus globale où l'écologie serait liée aux thèmes de la justice et de la paix<sup>17</sup>. On voit que l'écologie n'est pas objet de recherche en tant que problème spécifique à la RDA mais qu'elle entre dans une problématique de plus en plus vaste pour être finalement liée à une analyse globale de la situation mondiale. Comme elles l'ont fait pour les thèmes pacifistes<sup>18</sup>, les Eglises ont investi beaucoup de travail dans la recherche sur la signification de l'écologie parce qu'elles ont trouvé là un thème universel qui leur permettait sinon de communiquer avec toutes les Eglises du monde dans une perspective œcuménique, du moins d'exploiter un thème de préoccupation commun aux Eglises de RFA, et par là-même de recréer une identité nationale.

L'Eglise Evangélique, qui s'était placée officiellement à partir de 1969 « dans le socialisme et non à côté de lui »<sup>19</sup>, offrait à la fois une caution au pouvoir en s'engageant tacitement à éviter tout débordement, et un appui à la contestation écologique qui se voyait ainsi attribuer une certaine marge de manœuvre. L'Eglise, qui participait à la prise de conscience des problèmes écologiques par son soutien des groupes, n'a cessé également de se pencher sur la signification théologique de son engagement dans ce domaine. On trouve un écho de cette réflexion vivante dans les

textes des synodes, dans les journaux officiels des Eglises, dans les publications de la « Theologische Studienabteilung » et dans la presse alternative écologique publiée sous la protection des Eglises. Le point de départ de cette réflexion est la définition d'une interaction et d'une complémentarité de la science et de la religion : « La science se préoccupe de la vérité des choses, la foi et la religion de la vérité des personnes [...] ». Nous sommes quand même arrivés, avec quelque peine, à la conclusion que nous, marxistes et chrétiens, nous pouvions parler ensemble de questions politiques »<sup>20</sup>, déclare Heino Falcke, représentant des Eglises de RDA à Boston en 1979 lors d'une conférence sur « L'environnement, l'avenir et la foi ». L'écologie en tant que science posait un problème moral qui ne pouvait laisser les théologiens indifférents : quel rapport l'homme doit-il entretenir avec la création divine ? Le conseil œcuménique des Eglises, qui s'est tenu en 1983 à Vancouver, a fait de la « préservation de la création » l'un de ses principaux sujets de préoccupation<sup>21</sup>. Ce concept, objet de querelles intestines chez les théologiens, semble être suffisamment abstrait pour n'avoir pas eu une très grande résonance auprès des écologistes. L'emploi d'un langage plus imagé reposant directement sur la Bible a suscité plus d'enthousiasme. C'est en particulier avec le récit du Déluge que les écologistes de RDA ont pu s'identifier : ils ont souvent eu recours au symbole chrétien de Noé sauvant les animaux sur son Arche, en insistant par là-même sur l'analogie de leur situation avec la sienne. Le réseau de groupes écologistes créé à Berlin en 1988 a d'ailleurs pris le nom de « Réseau de l'Arche » et sa publication principale porte le nom d'*Arche Nova*. Cette image traduit à la fois la hanse d'une catastrophe imminente irrémédiable et l'espoir d'être les sauveurs d'un monde nouveau. Elle rencontre un certain succès parce qu'elle fait appel à l'affect, au domaine de l'émotion et du sentiment (peur et espoir) plus qu'elle ne relève de l'argumentation rationnelle. Elle est fondatrice d'identité parce qu'elle renforce la conscience de soi de ces groupes qui ont ainsi le sentiment d'être prophètes en leur temps, et d'être en quelque sorte eux aussi élus. « La construction de l'Arche de Noé et l'image de l'Arche, ce support de la survie à petite échelle, me consolent lorsque mon engagement semble si souvent peu efficace. J'apprends que nos activités pour la protection de l'environnement ne sont pas absurdes, même si elles sont trop limitées et ne peuvent se mesurer au flot. Elles ont autant de sens que l'Arche : elles créent au milieu de la débâcle un mince filet de survie. Elles n'empêchent pas l'irruption de l'Enfer, mais lui ôtent son caractère de destruction absolue. Voir Noé et la construction de son Arche met fin pour moi à toutes les questions lancinantes et paralysantes sur le sens de mon action »<sup>22</sup>.

Comment définir alors la part réelle de l'influence de la pensée théologique protestante sur les groupes écologistes est-allemands ? L'un des indices le plus précieux serait le pourcentage de chrétiens dans ces groupes. Des membres actifs de la Bibliothèque de l'Environnement de Berlin (paroisse de Sion) nous ont affirmé

que les chrétiens étaient minoritaires dans leur groupe, mais il faut sans doute compter là avec les traditionnelles différences de religiosité entre Berlin et la province. Selon Gensichen : « Ils étaient en général plus de cinquante pour cent, mais il est symptomatique de constater que personne n'a jamais posé la question ; moi non plus, je ne l'ai pas posée, et dans certain cercles d'études, j'ai appris au bout de trois ans que certains participants n'étaient pas chrétiens [...] ». Cette différence (NB : entre Berlin et la province) a toujours existé, dès 1900. A Berlin par exemple, la part de non-chrétiens a justement été très grande à la Bibliothèque de l'Environnement, à la différence de groupes de travail plus petits qui ont fait moins de tapage [...]. Je pense justement que la part du caractère chrétien et de la pensée formée par la théologie a vraiment été très réduite dans ces groupes : cela montre à quel point l'Eglise est incapable d'apporter son message à des gens qui se trouvent dans ses locaux, sous sa protection, c'est un signe de la crise du christianisme, qui manque de rayonnement »<sup>23</sup>. On constate que les responsables du réseau vert de l'Arche ont compté parmi les fondateurs de la Ligue Verte et n'ont eu aucune peine à convertir un mouvement qui se disait religieux en un mouvement laïc.

Malgré l'intérêt des théologiens protestants pour l'écologie, malgré leurs efforts pour motiver les jeunes écologistes dans un sens plus religieux, malgré les jeûnes, les grands-messes et les kermesses écologiques, les Eglises protestantes ont surtout été utilisées comme espace de libéré par les écologistes est-allemands. Il suffit de voir quelle a été l'évolution de ces groupes au cours des derniers mois : soit ils ont disparu, soit ils se sont métamorphosés. A la veille des événements de l'automne 1989, le nombre des groupes écologistes des Eglises était estimé à 80 ou à une centaine, chacun comptant en moyenne une trentaine de membres actifs. Voici une description de la situation en février 1990 : « Les groupes sont plus petits, se rencontrent moins souvent [...] et l'on peut moins compter sur les gens ; tous sont très occupés : ils sont à l'Hôtel de Ville, ils font partie d'une rédaction ou du Nouveau Forum, ils s'occupent de la dissolution de la Stasi, toutes des choses qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'écologie. Certains groupes d'écologistes de l'Eglise n'existent plus, c'est presque comme le SED ! »<sup>24</sup>. Ce jugement semble être valable par exemple pour les deux groupes de Görlitz<sup>25</sup>. Les groupes qui n'ont pas disparu dans la tourmente se sont alliés à de nouveaux groupements comme la Ligue Verte en particulier. A Leipzig, les groupes de l'Eglise se sont alliés à ceux de l'Alliance culturelle pour fonder un mouvement autonome, Ökolöwe. Certains journaux de la presse écologiste alternative ont eux aussi disparu, comme les *Sireiflichter* de Leipzig qui ont cessé de paraître en mars 1990. Le groupe de Dresde (Ökologischer Arbeitskreis der Dresdner Kirchenbezirke) continue son travail dans le cadre de l'Eglise. La situation évoluera encore dans les mois à venir, il sera alors (et alors seulement) possible de dresser un bilan des rapports des Eglises protestantes avec l'écologie à l'époque de la RDA.

### Les écologistes « officiels » de la Société de la Nature et de l'Environnement

En 1980, alors que les Eglises protestantes se souciaient de plus en plus des problèmes écologiques (et entraient dans la phase d'« extension des thèmes écologiques à tous les domaines », et au moment où naissait le Parti Vert en RFA, l'Etat est-allemand jugea bon de créer un mouvement officiel qui prendrait en compte les préoccupations croissantes de ses citoyens au sujet de la situation écologique en RDA, les canaliserait et contrôlerait l'activisme jugé dangereux des plus critiques d'entre eux. C'est ainsi que naquit la « Société de la Nature et de l'Environnement » (GNU : Gesellschaft für Natur und Umwelt) qui devenait l'un des groupes du Kulturbund, l'Alliance Culturelle qui coiffait toutes les activités culturelles officielles en RDA. Les écologistes faisaient partie de cette alliance au même titre par exemple que les philatélistes ou les randonneurs. Par là-même, l'importance du problème écologique, ravalé au rang de simple passe-temps, était sous-estimée, la GNU étant présentée comme une sorte de club de loisirs. En 1980, elle aurait compté 60 000 membres<sup>26</sup>, un chiffre très supérieur à celui des militants écologistes des Eglises qui représentaient quelques milliers de personnes dans le meilleur des cas.

La GNU permit à ses groupes d'avoir une approche de l'écologie différente de celle des groupes des Eglises. Elle abrita deux types d'adhérents : d'une part elle a attiré beaucoup de professionnels de la nature pour qui l'adhésion était presque obligatoire (botanistes, gardes forestiers, météorologues, ornithologues), et d'autre part des groupes de non-professionnels qui désiraient s'engager pour la protection de l'environnement sans avoir recours à la caution de l'Eglise pour des raisons idéologiques (refus d'un engagement religieux) ou professionnelles. (Cependant, si le risque que comportait l'appartenance à un groupe chapeauté par l'Etat était plutôt réduit, il n'était pas inexistant. Par exemple, le groupe ARGUS<sup>27</sup> de Potsdam avait vivement été critiqué par le SED.<sup>28</sup>)

Quel était le champ d'action de ces écologistes semi-officiels ? La voie qu'ils devaient suivre était, encore plus nettement que dans les groupes des Eglises, celle du compromis. A partir de 1987, ils ont pu entamer un début de dialogue avec les experts officiels en organisant des débats publics sur les questions épineuses. A Leipzig, ce fut par exemple le cas du groupe de l'Université Karl Marx. Mais ce même groupe qui a pu dès 1987 organiser des débats assez libres n'a pu éditer le premier numéro de son bulletin d'information qu'en septembre 1989<sup>29</sup> car la publication en avait sans cesse été retardée pour des raisons idéologiques. Ces contraintes contrastent avec la relative liberté de ton de la presse écologiste des Eglises. Dans cet unique numéro du *Hérisson*, la rédaction présente ainsi les objectifs du groupe : « Le *Hérisson* veut coopérer de façon constructive et dans un climat de confiance avec les conseils municipaux de Leipzig et de la région, avec

l'entreprise de nettoyage de la ville (VEB Reimigung), avec l'entreprise WAG, avec la GALA, avec l'entreprise d'entretien des espaces verts, avec le combinat d'industrie chimique de Halle-Grimma (CLG). Le *Hérisson* recueille les informations et les critiques dûment fondées des membres du groupe et des Leipzigais, favorise les discussions constructives concernant les problèmes d'environnement et veut approfondir la conscience des problèmes en vue de trouver des solutions. Nous œuvrons pour que les questions d'environnement prennent plus d'importance dans le Kulturbund L...J. Mais cela ne mène à rien d'ignorer délibérément les limites objectives, qu'il s'agisse de la rentabilité des investissements en devises ou du problème de la construction de logements. Mais même à l'intérieur de ces limites on peut encore exploiter beaucoup d'idées à mettre en pratique. La combinaison du pessimisme et de l'inaction est une attitude trop confortable pour nous ! »<sup>30</sup> Le désir de compromis se traduit jusque dans le langage employé : on note que l'adjectif consacré de la langue de bois, « constructif », revient plusieurs fois, et que la fleur de rhétorique obligatoire du « climat de confiance » apparaît également. Les propos de ce groupe écrits en 1985 et comptant une centaine de membres en 1989 illustrent bien la voie nécessaire choisie par les adhérents : il s'agissait pour eux de donner des gages au pouvoir pour avoir ensuite la possibilité de discuter directement avec les entreprises posant problème qui devaient devenir des partenaires de discussion.

Les rapports entre ces groupes et ceux des Eglises étaient marqués par une certaine ambiguïté. On trouvait parfois dans les groupes de l'Eglise un peu de mépris pour les groupes officiels qui faisaient des concessions au pouvoir et avaient une marge d'action plus réduite que la leur ; les groupes officiels, quant à eux, supportaient mal l'arrogance de certains groupes religieux : ceux-ci avaient parfois tendance à considérer l'écologie comme leur chasse gardée et il arrivait qu'ils compromettent l'action de l'ensemble des groupes par des attitudes de provocation politique. De plus, ils étaient les seuls à bénéficier d'une audience médiatique en RFA, alors que les journalistes occidentaux ignoraient ou déprimaient le travail de la GNU à peine perçu par les médias, à l'Est comme à l'Ouest. Il faut cependant noter que si la liberté d'action des groupes des Eglises était apparemment plus grande, elle ne pouvait s'exercer au-delà du champ d'action bien délimité des Eglises. A l'inverse, les groupes du Kulturbund étaient beaucoup mieux placés pour intervenir auprès des autorités. Le dialogue entre les Eglises et l'Etat se déroulait entre responsables en haut lieu, mais peu dans le domaine de l'écologie concrète.

La GNU aurait donc regroupé une base d'adhérents plus large que celle des groupes des Eglises, mais dont les objectifs personnels étaient plus variés voire disparates ; en son sein même, une orientation plutôt scientifique de type corporatif s'opposait à une orientation plus pragmatique de groupes engagés. On pouvait en arriver ainsi à certains paradoxes : le groupe de la GNU de l'Université Karl Marx (Leipzig) organisait une discussion avec des experts mais ne pouvait en rendre

compte dans un organe de publication. Le compte rendu paraissait alors quelques temps plus tard dans les *Sirzeitlicher*, le journal des écologistes de l'Église Évangélique<sup>31</sup>. Cette situation est emblématique ; au-delà d'une opposition toute théorique entre les deux types d'engagement, une véritable communauté d'intérêt existait dans les faits : la défense d'idées aussi universelles que sont les idées écologiques.

A ce qu'il semble, les groupes écologistes de RDA en général ne reproduisaient pas les modes de pensée existant dans les milieux semblables en RFA, pas plus qu'ils n'étaient motivés par une pensée théologique. La pesanteur de l'appareil était que ne leur a pas permis de développer une pensée autonome du point de vue de la théorie écologiste, mais ils se sont distingués par les formes qu'ont prises un engagement plus enraciné dans le hic et nunc de la pratique que dans les théories « alternatives ».

#### LE CHAMP D'ACTION DES ÉCOLOGISTES

Depuis un décret ministériel de 1982, les données scientifiques concernant la situation écologique en RDA étaient considérées comme des informations secrètes : « Nous avions quelque chose d'unique qui n'existe dans aucun autre pays européen : le décret ministériel de 1982 d'après lequel tous les chiffres concernant l'environnement étaient secrets. Ainsi la RDA avait des lois valables sur l'environnement mais les chiffres étaient tenus secrets et personne, en dehors de ceux qui étaient au fait de la politique d'Etat, ne pouvait exiger quoi que ce soit ou porter plainte contre quoi que ce soit » commente Falk Zimmermann de la Ligue Verte<sup>32</sup>. En l'absence de données précises, il était difficile aux groupes écologistes de mener des actions concrètes de grande envergure. De plus, cette situation les obligeait à dépendre des informations fournies par la RFA sur leur propre pays. La plupart d'entre eux étaient « légalistes » (ce qui n'était pas le cas de certains groupes berlinois) et voulaient agir dans les limites qui leur étaient assignées en essayant d'entamer le dialogue avec les autorités. Leurs actions eurent surtout pour but de sensibiliser l'opinion publique par des entreprises qui sortaient de l'ordinaire : randonnées à vélo qui prenaient des allures de manifestations, grandes kermesses écologiques, séminaires d'initiation à diverses techniques ou formes de pensée « alternatives », plantation d'arbres dans les villes (dès 1979). Les actions concrètes furent peu nombreuses et peu efficaces, elles étaient souvent entravées par la mauvaise volonté des autorités et ne représentaient qu'une goutte d'eau dans un océan. On note cependant quelques exceptions comme la création à Wittenberg d'un « fonds pour l'écologie » qui a servi à financer quelques projets (par exemple : aménagement d'une grange en ferme biologique) ou la collecte « Un mark pour Espenhain » organisée par un pasteur pour financer des filtres pour les usines d'Espenhain, l'un des sites industriels les plus pollués du monde.

On étudiera ici deux types d'action spécifiques à la RDA et à son système politique : d'une part l'exploitation du « droit de requête administrative », d'autre part l'édition d'une presse écologique alternative.

#### Le « Eingabenrecht » ou droit de requête administrative comme moyen d'action

La loi sur les requêtes administratives<sup>33</sup> du 19 juin 1975<sup>34</sup> permet à tout citoyen d'exercer le droit de requête administrative. Il s'agit du « droit, conforme à la constitution, de tout citoyen, des organisations et des groupes de citoyens d'adresser par oral ou par écrit aux organes de représentation du peuple, à leurs députés ou aux organes étatiques ou économiques des propositions, des indications, des requêtes ou des plaintes »<sup>35</sup>. Cette loi est une application des articles 27 et 103 de la constitution sur la liberté d'expression : « Par l'intermédiaire des requêtes administratives, les citoyens exercent une influence sur la vie sociale et culturelle et soumettent leurs demandes personnelles aux organes d'Etat. Les requêtes administratives sont l'expression de l'activité sociale croissante et de la participation des citoyens à la direction de l'Etat. Elles jouent un rôle important dans la réalisation de la démocratie socialiste en RDA. »<sup>36</sup> Le « Eingabenrecht » a joué en RDA un rôle de soupape : il était le seul droit qui permettait au citoyen de présenter des requêtes à l'administration, d'exprimer son mécontentement, et la loi faisait obligation aux autorités saisies de répondre dans un délai de quatre semaines.

Le droit de requête pouvait être pratiqué individuellement ou en groupe ; son existence offrait ainsi un certain champ d'action aux groupes écologistes. Cela comportait tout d'abord pour eux l'apprentissage de cette pratique démocratique. Ainsi certains groupes organisèrent des séances d'initiation à la rédaction des « Eingaben » pour leurs propres membres ou bien ouvertes à tous les citoyens, à qui l'on expliquait comment rédiger la requête pour qu'elle fût le plus efficace possible. Des campagnes furent menées en prenant comme cible un objectif précis, ce qui avait pour conséquence d'exaspérer certains fonctionnaires submergés de pétitions individuelles ou collectives. La loi leur faisait l'obligation de répondre à tous. Les réponses apportaient rarement satisfaction, il s'agissait plutôt d'une technique d'usure psychologique semblable à celle qu'exerçaient souvent elles-mêmes les autorités. On peut comparer cette pratique à une sorte de guerre sournoise qui ne dépassait pas les marges de la légalité. Les écologistes demandaient des comptes : telle usine utilisait-elle vraiment des filtres en conformité avec les dispositions en vigueur ? Tel lieu de chargement du charbon pourrait-il être déplacé en dehors de la ville pour que les riverains ne respirent pas constamment de la poussière ? Telles pouvaient être la nature des questions posées par une requête. Comme ce droit pouvait être exercé à différents niveaux, il permettait différents types d'action :

action individuelle, action d'un groupe ou action d'un ensemble de groupes qui prenait par là même une tournure plus politique.

Prenons comme exemple cette requête du 23 avril 1989 adressée au Conseil Ministériel par l'ensemble des groupes écologistes de RDA, pour protester contre les conditions dans lesquelles s'est déroulée la conférence sur la politique de l'environnement de la RDA des 22 et 23 mars 1989. Datée du 23 mars, la requête s'efforce constamment d'adopter un ton objectif qui n'est jamais celui de la provocation. Les écologistes saluent tout d'abord l'existence de cette conférence mais ajoutent que « cependant, cette conférence a présenté une série de caractéristiques qui nous semblent pas actuelles et qui posent la question du sérieux des efforts de la RDA »<sup>37</sup>. Les requérants se plaignent du manque de publicité faite à cette conférence, ce qui a exclu ainsi la participation de la population et même des groupes écologistes, puis de la falsification des comptes rendus des journaux. Ils font une série de propositions pour l'information de la population. Enfin, ils invitent les représentants officiels au prochain rassemblement de groupes écologistes prévu en septembre 1989. Le ton de la réponse est tout autre. M. Lübke, vice-président de « l'inspection d'Etat de l'Environnement pour les questions fondamentales de la protection de la nature » met d'abord en doute l'identité de ses interlocuteurs, et donc leur représentativité : « En mentionnant votre adresse comme expéditeur, on a envoyé au bureau du Conseil Ministériel la date du 23 avril 1989 la requête administrative d'une série de citoyens qui se désignent eux-mêmes comme « alliance des représentants des groupes écologistes des Eglises ». J'utilise votre adresse pour une réponse que je suis dans l'obligation de fournir ». Il refuse catégoriquement la proposition de coopération : « Selon nos convictions, la préparation et l'exécution de conférences nationales traitant de questions qui ont une portée politique, comme la politique de l'environnement peut être la mission des seules forces politiques unies au sein du Front National ». Ainsi l'on constate que l'exercice du droit de requête administrative n'avait souvent d'autre conséquence que de pousser les autorités dans les retranchements idéologiques où elles se sont enfermées de façon de plus en plus hermétique à partir du printemps 1989. Ce droit n'avait certes d'autre rôle que de participer d'une catharsis sociale à petite échelle en responsabilisant un peu le citoyen. Il s'exerçait sur le terrain de la légalité mais remettait en cause une légitimité idéologique dont les autorités se réclamaient et qui n'aurait pu être que le résultat d'un consensus de la population. Il naissait dans le principal champ d'action des écologistes : celui du langage. La seconde forme d'action étudiée ici est une illustration supplémentaire de cette action par les mots.

#### La presse écologiste : étude de quelques journaux

La publication de journaux semi-officiels en RDA n'était pas un fait nouveau à l'automne 1989. Selon Frithjof Heller<sup>38</sup>, ils existaient depuis le début des années

70, et ont d'abord pris la forme de publications artistiques alliant textes d'écrivains et dessins d'artistes. Ces dernières publications se rapprochaient plutôt des samizdats soviétiques : un auteur ou un artiste produit son propre livre qu'il met en circulation. Dans les autres domaines, ce type de journaux parurent sous la protection des Eglises. La RFA a principalement découvert l'existence de ces journaux en novembre 1987, lors de la confiscation de *Grenzfall*, un journal d'opposition de Berlin-Est. La police avait à cette occasion perquisitionné dans la Bibliothèque de l'Environnement (qui dépendait de la paroisse de Sion) qui publiait les *Umweltblätter* ; les animateurs de cette bibliothèque étaient accusés de complaisance : ils auraient prêté leurs presses pour l'impression de *Grenzfall*. Mais la perquisition ne donna aucun résultat et ne provoqua que des protestations contre l'arrestation de personnes innocentes, dont un enfant, relâchées peu après.

Les journaux spécifiquement écologistes, quant à eux, semblent être un produit du début des années 80, et reflétaient il y a quelques années déjà la diversité de l'origine de l'engagement écologiste. Ils ont tous été protégés par les Eglises protestantes qui soutenaient leur action et leur permettaient d'être publiés avec la mention « réservé à l'usage interne de l'Eglise » (« Für innerkirchlichen Gebrauch »), et par là même d'adopter en toute impunité une certaine liberté de ton. A notre connaissance, un seul journal écologiste a pu être publié par un groupe de l'Union Culturelle : il s'agit de *Der Igel* (« Le Hérisson »), dont un seul numéro a paru à Leipzig en septembre 1989.

Ces journaux avaient un tirage très bas voire confidentiel, et c'est au hasard de leur circulation dans les cercles d'initiés que l'on pouvait avoir la chance d'en lire un, ou bien si l'on avait réussi à s'y abonner. Sept journaux différents, au total vingt-neuf exemplaires ont pu être consultés pour cette étude. Les journaux officiels des Eglises ont un tirage de 150 000 exemplaires et on peut estimer qu'ils étaient lus par 500 000 personnes<sup>39</sup>. Mais le manque de papier et de moyens techniques expliquent la faiblesse du tirage des journaux écologistes qui allait de 100 exemplaires (*Sireiflichter* en 1988) à 1 000 (*Umweltblätter*) voire 2 000 exemplaires (*Arche Nova*)<sup>40</sup>. Leur rythme de parution était variable mais ils paraissaient en moyenne une fois par trimestre et jamais plus d'une fois par mois.

#### Les journaux étudiés sont les suivants :

- *Briefe zur Orientierung im Konflikt Mensch-Erde* (« Lettres pour trouver des points de repères dans le conflit opposant l'homme à la terre »). Les *Briefe* paraissent depuis janvier 1980, elles sont publiées par le Centre de Recherches de l'Eglise Evangélique de Wittenberg, dirigé par le théologien Hans Peter Gensichen.
- *Sireiflichter* (« Faisceaux de lumière »). Publication du groupe d'écologistes rattachés à l'aumônerie de la Thomaskirche à Leipzig<sup>41</sup>.
- *Umweltblätter* (« Feuilles d'information sur l'environnement »). Ils étaient



publiés depuis 1986 par les animateurs de la Bibliothèque de l'Environnement de la paroisse de Sion à Berlin-Est.<sup>42</sup>

— *Arche Nova* et *Arche Info*, deux publications du « Réseau Vert de l'Arche » dont il a déjà été question. Elles paraissent depuis le début de 1988. *Arche Info* s'adresse surtout à la région (diocèse) de Berlin-Brandebourg.

— *Die neue Grüne* (« Le nouveau journal vert »). Il s'agit d'un numéro isolé publié en 1989 en commun par un groupe « Paix et Environnement » de Berlin et par le groupe « Justice » de Leipzig.

— *Kontakt*, publié par le secrétariat des amoneries étudiantes de RDA à Berlin, a consacré un numéro à l'écologie en mars 1987.

Mentionnons qu'il existait par ailleurs à Halle *Das Umwelttelegramm* (« Le télégramme de l'environnement »)<sup>43</sup>.

Les journaux étudiés ont été publiés entre 1985 et novembre 1989. Leur présentation est la plupart du temps très mauvaise : des pages ont parfois sauté, sont inversées ou imprimées à l'envers ; la numérotation est souvent fantaisiste ou inexistante, dans certains cas on cherche en vain la date de parution. Ces négligences peuvent parfois être attribuées à des précautions politiques (lorsqu'il s'agit par exemple de l'anonymat des articles), ou à des problèmes d'ordre technique.

Mais comment expliquer alors que certaines publications soient plus soignées que d'autres ? *Les Briefe* de Wittenberg par exemple sont toujours soigneusement numérotées, datées, paginées, en outre les articles y sont toujours signés. Il faut aussi sans doute voir dans une certaine négligence l'expression de tendances anarchiques dans des groupes dont les membres étaient souvent unis par une opposition systématique (apparente) à toute forme d'ordre qui aurait pu rappeler les structures établies de la RDA bureaucratique et disciplinée.

Le nombre de pages de ces revues est variable : de 6 (*Streiftichter* du 15 août 1988) à 112 pages (*Arche Nova* n° 2 en 1989) ; l'épaisseur de ces journaux dépend de la fréquence de parution et du contenu et permet d'emblée de distinguer plusieurs types de publications, suivant qu'elles prétendaient à une audience nationale ou régionale, qu'elles se présentaient comme une source d'information ou comme une feuille de liaison de la contestation écologiste.

Il convient de faire une place à part aux *Umweltblätter*. Sur 70 pages en moyenne, et malgré son titre, cette revue ne consacre que 5 à 8 pages aux problèmes spécifiquement écologiques qui semblent plutôt servir d'alibi à la publication. L'essentiel de la revue est constitué par des articles politiques et polémiques d'actualité qui, la plupart du temps, ne sont pas signés, ou seulement par des initiales, ou par la mention : « Des citoyens majeurs » ; ces articles concernaient par exemple en 1989 les élections communales de mai, les arrestations d'opposants, les réformes dans d'autres pays de l'Est, les élections en Pologne, un discours de Vaclav Havel. Parfois les articles reproduisaient intégralement des articles déjà parus dans des

journaux occidentaux (par exemple : la *tagzeitung* de Berlin-Ouest) ou de pays socialistes (les *Moscow News*). L'écologie n'était donc qu'un sujet tout à fait secondaire développé dans les *Umweltblätter* ; l'orientation principalement politique de ce journal s'est vu confirmée par sa métamorphose en octobre 1989 en *telegraph*, une revue hebdomadaire d'information politique.

A l'opposé, *Arche Nova*, qui parait depuis le début de 1988 et se réclame de la perestroïka, traite presque uniquement des problèmes d'environnement et témoigne d'un grand souci d'ouverture vers les mouvements écologiques d'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. ; on y trouve des reportages sur l'URSS (Ukraine, Pays baltes), la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie. Les articles sont signés et on peut lire de nombreuses adresses de militants, même à l'étranger. On trouve cependant aussi, comme dans les *Umweltblätter*, la reproduction d'articles de la presse étrangère : *Literaturnaja Gazeta*, *Pravda*, *Daily News* (Budapest) ou *tagzeitung* (Berlin-Ouest). Dans les numéros consultés, une rubrique politique traite aussi des « taches blanches » de l'Histoire en présentant des extraits du réquisitoire de Vichinsky lors des procès de Moscou, ou des textes sur les procès albanais et sur le procès Rajk en Hongrie. Alors que *Arche Nova* sert de source d'information générale au réseau, *Arche Info* sert d'organe de publication aux différents groupes de travail thématiques. Dans sa présentation et son contenu, l'unique numéro de *Die neue Grüne* ressemble assez à *Arche Nova*.

*Les Briefe* sont écrites, quant à elles, dans une optique différente : publiées par un centre de Recherches de l'Eglise Evangélique, elles sont « universitaires », plus « pédagogiques ». A l'édition de Hans Peter Gensichen succèdent des articles de réflexion scientifique ou philosophique qui ont rarement pris sur l'actualité brûlante. Les comptes rendus de réunions occupent une ou deux pages, ainsi que les comptes rendus de lecture. On y trouve exclusivement des articles rédigés en RDA, souvent complétés par des indications bibliographiques. Ce journal s'est par exemple fait l'écho en 1988 et en 1989 de la réflexion de divers théologiens sur l'engagement écologique chrétien<sup>44</sup>. *Les Briefe* sont sans doute le seul journal écologiste pour lequel l'Eglise n'est pas un prête-nom. Elles sont l'organe de réflexion théologique de l'Eglise protestante sur son engagement dans la défense de l'environnement en RDA, mais présentent également des réflexions plus techniques et plus pratiques.

Les journaux cités jusqu'ici, publiés à Berlin ou à Wittenberg, sont censés avoir eu une envergure nationale et concerner toute la RDA. Ils véhiculaient certes des idées et des conseils généraux, mais étaient parfois coupés des réalités locales et des préoccupations immédiates des groupes de base. Ce n'était pas le cas de *Streiftichter* né à l'initiative d'un groupe de Leipzig. Cette publication a connu un essor certain de février 1988 (100 exemplaires) à une brochure de 6 pages) à septembre 1989 (500 exemplaires, 20 pages). Elle donne des informations concrètes sur les actions en cours dans la région de Leipzig et dans le sud de la RDA en général,

et un calendrier de réunions et de manifestations diverses. En 1989, signe de sa prospérité, elle a changé de méthode d'impression — ce qui l'a rendue plus lisible. Mais en l'espace d'un an, on peut remarquer une évolution vers un contenu plus politique, plus intellectuel : on y trouve en 1988 des prises de position de groupes d'opposants, un extrait d'un livre sur Berlin-Est publié en RFA, une déclaration sur les événements politiques de Chine. Ce changement progressif d'orientation peut être mis sur le compte d'un désir des écologistes provinciaux, plus portés aux actions concrètes, d'imiter les Berlinoises beaucoup plus politisés.

En 1988 et 1989, tous les journaux écologistes consultés reflètent le bouillonnement politique de l'opposition en RDA et se sont orientés dans l'ensemble vers un contenu plus spécifiquement idéologique tout en poursuivant leur mission d'information sur la protection de l'environnement. Leur liberté de ton croissante face à un pouvoir qui se durcit traduit l'hésitation des autorités sur la ligne de conduite à adopter : répression ou libéralisme ? Mais au-delà des considérations contingentes, caractéristiques de publication a conservé sa source d'inspiration propre : plutôt politique (*Umweltblätter*), plutôt théologique (*Briefe*), régionale (*Streiflichter*) ou supranationale (*Arche Nova*). La diversité de ces journaux qui travaillaient sous la protection des Eglises reflète la structure d'une opposition écologique divisée. Un régionalisme latent a pu expliquer par exemple que les écologistes saxons n'aient pu s'entendre avec des Berlinoises jugés arrogants ou trop politisés pour fonder un journal qui aurait vraiment servi de courroie de transmission à toute l'opposition écologique en RDA. Cet état des choses annonce la fragmentation des groupes qui a suivi le tournant de novembre 1989.

Si l'on dressait un bilan des actions écologistes des groupes en RDA, on s'apercevrait sans doute que la moisson est assez maigre. Toutes ces actions se sont déroulées dans le domaine du symbolique par excellence : le langage. Requêtes administratives, journaux écologistes, pancartes portées lors des kermesses, toutes ces actions se servent avant tout de mots. Les actions plus concrètes n'eurent guère d'effet, elles non plus, que ce soit les grands-messes écologiques avec pèlerinage ou la plantation des arbres. La pesanteur de la bureaucratie ne leur a que rarement permis d'étendre leurs activités au-delà d'une certaine agitation écologique qui trouvait plus d'écho en RFA, qu'à l'intérieur de la RDA.

#### LES ÉCOLOGISTES DEPUIS LES « CHANGEMENTS »

La fondation de nouvelles formations écologistes : une genèse démocratique ?

À l'automne 1989 sont apparus différents groupes (eux-mêmes issus de groupes existant précédemment) qui ont formulé des revendications spécifiquement écologiques. Nous étudions ici deux formations écologistes représentatives : le Parti

Vert, branche parlementaire du mouvement et la Ligue Verte, réseau national de liaison des groupes écologistes. Les thèmes écologiques ont certes été repris par ailleurs par la grande majorité des partis en lice le 18 mars, du PDS à la CDU, de façon plus ou moins heureuse, en obéissant surtout aux objectifs d'une tactique électorale.

Le 5 novembre, un « appel à la fondation d'un parti vert » a été lancé à Berlin-Est : « Le Parti Vert est du côté de toutes les forces qui s'engagent pour que naisse la démocratie et la liberté dans notre pays au moyen de profondes réformes. Il est écologiste, féministe et non-violent »<sup>43</sup>. Ce parti se réclame du mouvement européen des Verts. Le même jour, des représentants de la GNU<sup>44</sup>, de l'Union des Artistes et du Réseau Arche signent une déclaration commune qui va dans le même sens, mais qui souligne cependant : « La question de la fondation d'un Parti Vert ou d'un groupe politique ayant de semblables centres d'intérêts ne peut et ne doit être décidée qu'ensemble [...] ». Nous devons éviter de prendre sous la pression du temps une décision peut-être prématurée »<sup>45</sup>. Dès le 27 novembre 1989, la *tagszeitung* de Berlin-Ouest fait le compte rendu de la fondation d'un « Parti Vert » qui a eu lieu le 24 novembre 1989 à Berlin-Est à l'occasion d'un séminaire d'écologie et à l'issue d'une conférence de presse à laquelle les signataires de l'appel à cette fondation avaient convié la presse ouest-allemande<sup>46</sup>. Dès la première séance de la Table Ronde de l'opposition, le 7 décembre 1989, le Parti Vert a deux représentants, Marianne Dörfler et Carlo Jordan<sup>47</sup> (soit autant que le SDP, parti social-démocrate !), puis il tient son congrès de fondation les 9 et 10 février à Halle, l'une des régions les plus polluées. La fondation de ce parti qui déclare pratiquer la « démocratie de base » a-t-elle été le résultat d'une décision prise démocratiquement et réellement issue de la base ?

Le cas du Parti Vert semble particulièrement significatif des incertitudes qui ont pesé sur la fondation des groupes et partis oppositionnels. Si l'on interroge l'un des responsables du Parti Vert sur le processus de fondation de son parti, il ne le présente pas comme un coup de force de quelques Berlinoises proches des médias de Berlin-Ouest, mais comme le résultat d'une décision démocratique prise avec les provinciaux : « Le Parti Vert a été fondé le 24 novembre 1989. Il a décidé de s'organiser dans tout le pays. Dès le début, nous avons eu des représentants et des permanences dans toute les régions »<sup>48</sup>. Si l'on en croit cependant les récits des journaux ouest-allemands (car à cette époque la presse de RDA, en situation elle aussi de transition, n'a pas fait de compte rendu détaillé de cette initiative), la fondation n'est pas allée sans poser de problème : « Les groupes de base écologiques qui se sont rassemblés dans la Ligue Verte couvrant toute la RDA ont été pris au dépourvu par la fondation rapide de vendredi dernier. Lorsque Gerhard Bächer, l'un des membres fondateurs, prononce devant les 300 défenseurs de l'environnement, arrivés de toute la RDA pour le séminaire d'écologie, la phrase : « Je déclare que le Parti Vert a été fondé », les protestations du public se mettent à fuser »<sup>49</sup>. Un récit

de fondation analogue est rapporté par le *Spiegel* : « Une telle manière de faire serait « stalinienne » et ne ferait que discréditer l'Idée Verte, c'est ce que les fondateurs du parti ont dû s'entendre dire »<sup>52</sup>. Le congrès de fondation de février 1990 n'a fait qu'entériner une existence de fait imposée en novembre 1989 par les défenseurs d'une initiative rapide face à l'accélération générale des événements politiques en RDA. Il semble que le principe de la participation dans la « démocratie de base », prônée par le même parti, ait d'emblée été ignoré. Le pasteur Hans Peier Gensichen tint même des propos très violents à ce sujet : « La fondation du Parti Vert a été extrêmement antidémocratique, ce fut une véritable fondation à la Ceausescu. [...] Je connais certains des membres fondateurs : ce sont des gens qui se font mousser et qui savent parler »<sup>53</sup>.

Qui sont les membres fondateurs ? Certains, comme Mario Hamel et Carlo Jordan, Volfrad Kuhn et Harry Schramm, viennent du Réseau Vert de l'Arche fondé en janvier 1988 par des dissidents de la Bibliothèque de l'Environnement pour coordonner l'action des groupes écologistes des Eglises en RDA. D'autres comme Vera Wollenberger, l'une des personnes qui avaient été contraintes de quitter la RDA en janvier 1988 au moment de l'affaire Krawczyk, ont été promus brusquement au rang de personnalité « verte » dont on ignorait jusqu'ici l'action dans le domaine de l'écologie. Quoi qu'il en soit, cette fondation révèle, plus que la personnalité de certains leaders, le choix d'une démocratie « médiatique ». En effet, on constate que ce sont les médias de RFA qui étaient présents à cette fondation, qui semblent ainsi avoir eu la priorité par rapport aux écologistes de base venus de la province est-allemande. Mais alors que le choix de la politique médiatique s'est opéré progressivement chez les Verts ouest-allemands au cours de leurs dix années d'existence, comme l'a montré Margaret Manale<sup>54</sup>, la rapide évolution de la situation politique a forcé les Verts est-allemands à sauter des étapes en s'imposant d'emblée comme un parti de personnalités qui ont une politique de « visibilité médiatique », ou sont forcés à ce choix par leur participation à un système politique de type occidental.

Il est intéressant de comparer cette fondation avec la Ligue Verte pour mettre en évidence quelques points communs. Des représentants du Réseau Vert de l'Arche (dont certains leaders venaient eux-mêmes de la Bibliothèque de l'Environnement), et des membres du groupe ARGUS de Potsdam (un groupe « dissident » de la GNU), ont appelé le 18 novembre 1989, dans une pétition signée par 36 personnes ou groupes<sup>55</sup>, à la fondation d'une Ligue Verte qui veut être l'organe de rassemblement de tous les groupes écologistes des Eglises et de la G.N.U. qui désirent s'organiser. Le processus de fondation de cet organisme offre des points communs avec celui du Parti Vert : proclamation rapide et médiatisée de l'existence de la Ligue dès l'automne 1989, entrée à la Table Ronde de l'opposition dès le 18 décembre<sup>56</sup>, puis légalisation a posteriori de cette existence par un Congrès de Fondation au début du mois de février 1990. Christopher Pollmann, un Vert de RFA, a dressé dans un article

très critique le bilan de 10 ans de travail des Verts ouest-allemands ; il se propose de chercher « pourquoi l'absence de règles de comportement ne signifie pas plus de démocratie mais crée au contraire une jungle dans laquelle les inégalités sociales et culturelles jouent à plein »<sup>57</sup>. Il dégage ainsi divers points apparemment anodins mais qui expliquent une certaine paralysie de l'action écologiste : retard systématique lors des réunions, droit du plus fort à prendre la parole, sentiment presque religieux d'appartenance à une communauté d'initiés, individualisme marqué, instabilité des groupes. Plusieurs de ces points critiqués se retrouvent lors du congrès de fondation de la Ligue Verte à Schkopau près de Halle, dans la salle des fêtes des usines Buna le 3 février 1990, auquel nous avons assisté. Pollmann écrit : « Le phénomène le plus courant est que les réunions commencent avec un retard considérable. Plus le nombre des participants attendus est élevé, plus le temps d'attente est long ». Ce congrès, déterminant dans une période où tout allait très vite, devait commencer à dix heures ; il ne commença qu'à dix heures trente si bien que l'ordre du jour ne put être respecté faute de temps. Eva Christa, représentante des Verts ouest-allemands, arriva avec un retard important alors qu'elle devait être la première à prendre la parole. La pratique de la démocratie de base prit la forme suivante : l'on commença par soumettre le programme de la journée à discussion, puis l'on décida d'un temps de parole maximum de chaque intervenant, fixé à trois minutes. Tous les votes se firent à main levée au moyen d'une carte que chaque électeur devait brandir pour marquer son accord, les personnes placées en bout de rang devaient compter les voix. A notre grand étonnement, tous les points soumis au vote furent adoptés à l'unanimité ; on peut attribuer cette unanimité douteuse au manque d'habitude de la pratique du vote démocratique ou à l'influence de quelques personnes qui prirent la parole : « Les décisions sont prises par un vague consensus des personnes présentes qui prennent la parole et ont pu signaler leur assentiment d'une manière ou d'une autre » (Pollmann). L'entrée de la Ligue Verte dans une communauté d'initiés se traduisit par une longue série de « salutations » et « d'encouragements » prodigués par une vingtaine de groupes, partis ou associations écologistes de RDA, RFA et Suisse pendant plus d'une heure, avant que les policiers en civil ne servent à l'extérieur un repas « biologique ». Par là-même, la Ligue Verte marquait son entrée dans une communauté qui l'accueillait par des paroles rituelles (et lui apportait des cadeaux). « Les activistes forment une étroite communauté d'initiés [...] Ce sont aussi des besoins émotionnels et communicatifs qui sont à l'origine de l'activité des alternatifs verts et des initiatives civiques. Il s'agit avant tout de la recherche d'une communauté, d'une identité et d'une vie qui ait un sens » (Pollmann).

Pour pouvoir analyser l'ensemble du phénomène de l'opposition en RDA, et les raisons de son relatif échec, il serait utile d'étudier les processus de fondation de tous les mouvements. En ce qui concerne les deux groupements écologistes implantés dans toute la RDA, c'est-à-dire le Parti Vert et la Ligue Verte, on peut

affirmer qu'« ils sont nés sous les auspices du chaos et de l'incertitude et ont reproduit dans une situation politique différente les querelles intestines des groupes existant avant l'automne 1989. Ce chaos originel laissait-il présager de la future vie de ces deux mouvements ? »

#### Les écologistes et la démocratie de base

Les écologistes qui travaillaient sous la protection des Eglises étaient organisés en « groupes d'écologie » (Umweltgruppen), qui faisaient partie des nombreux « groupes de base » (Basisgruppen) qui exerçaient leurs activités au sein des Eglises ; comme le fait remarquer H.P. Gensichen, les textes officiels des Eglises ne parlent pas de « groupes » mais de « cercles de travail paroissiaux, supraparoissiaux et œcuméniques »<sup>58</sup>. Les journaux écologistes, quant à eux, parlent souvent de « groupes de base ». Il semble que ce terme soit un emprunt au vocabulaire politique ouest-allemand des années 60 avec une connotation révolutionnaire et marxiste, au premier abord étonnante dans un contexte religieux. Les Eglises, si elles ne l'employaient pas elles-mêmes, semblent avoir toléré l'emploi de ce terme. A l'automne 1989, le terme de « démocratie de base » est apparu en force dans le langage politique en RDA et s'est rapidement imposé comme une référence allant de soi pour tous les groupes d'opposition. Quel contenu les écologistes donnaient-ils à ce terme ? « La démocratie de base, c'est un mot nouveau pour les citoyens de RDA. Certes, on l'a souvent entendu, mais il est très difficile d'en définir le contenu. Beaucoup de gens ne savent pas encore que faire d'une démocratie et d'une liberté toutes nouvelles », souligne Falk Zimmermann de la Ligue Verte<sup>59</sup>. Si l'on interroge les écologistes sur la pratique concrète de la démocratie de base, les réponses sont bien souvent vagues : « Le plus important dans notre conception de la démocratie de base, c'est que tout le monde soit consulté pour les décisions importantes et qu'il n'y ait pas de gens élus qui annoncent les décisions prises par eux » (Heiklo Kalies, Ökolöwe, Leipzig<sup>60</sup>) ; « Nous voulons essayer de tenir compte le plus possible de l'éventail des groupes de base dans notre programme, et d'intégrer cela dans notre travail pour que le plus possible de gens puissent apporter leur contribution par leurs idées et leurs travaux » (Falk Zimmermann, Ligue Verte, Berlin<sup>61</sup>). Selon Gerhard Bächer du Parti Vert, « les décisions fondamentales ne peuvent être prises qu'au congrès du parti, il n'y a pas et il n'y aura pas de président du parti, il n'y aura qu'un comité administratif [...] ». Un conseil de porte-parole ou un bureau politique élargi, enfin quelque chose de ce genre aurait à assurer le fonctionnement de l'organisation »<sup>62</sup>. Dans ces déclarations d'intention, il n'est guère question de la mise en application concrète et quotidienne de la « démocratie de base » ; les rapports de la base avec ses représentants ne sont pas clairement définis.

Au bout de quelques mois d'existence, le Parti Vert était en voie d'institution-

nalisation. Il est symptomatique qu'il n'y ait jamais eu à l'intérieur du Parti Vert des débats sur la nécessité ou non d'entrer en lice sur la scène politique en suivant la même voie parlementaire que les partis traditionnels. Bernd Reichelt, élu à Leipzig le 18 mars, définit ainsi dans un entretien sa conception de sa position de « député vert »<sup>63</sup> :

(Question) – Un règlement intérieur n'a pas encore été adopté. Nous révélerais-tu cependant le montant de l'indemnité parlementaire ?

Bernd Reichelt : Cela m'est impossible pour l'instant. Nous avons formulé nos exigences. Un membre du Bundestag touche 30 000 marks par mois.

– Quelle est votre position sur le principe de la rotation ?

B.R. : Aucune décision n'a été prise. L'expérience des Verts de RFA montre que le travail parlementaire est peu efficace si l'on reste en poste moins de deux périodes électorales ».

Ce député défend clairement ses prétentions à une forme de pouvoir personnel qui lui permettra de se faire connaître comme personnalité politique.

La conception de la démocratie des Verts a été fortement remise en question lors de l'affaire de l'alliance électorale du 18 mars 1990 avec l'Union Indépendante des Femmes (UJV : Unabhängiger Frauenverband). Une liste nationale des candidats des deux formations avait été établie, avec trente pour cent des places pour l'UJV. Peu de temps avant les élections, la loi électorale fut modifiée et il fallut établir en toute hâte des listes régionales ; les candidates de l'UJV n'occupaient jamais les premières places sur ces listes. A l'issue de ces élections, l'alliance électorale Parti Vert Union des Femmes a remporté 1,95 % des voix, soit huit mandats. Les Verts refusèrent de céder 3 sièges sur 8 à l'UJV, qui ne put donc entrer au parlement. Puis les Verts proposèrent de céder le mandat de Vera Wollenberger à l'UJV si cette dernière donnait son accord ; mais elle refusa. Pour justifier cette attitude d'un parti se proclamant « écologiste, féministe et non-violent » Friedrich Heinemann, l'un des membres du comité directeur, invoqua un souci scrupuleux de légalité :

(Question) : « Pourquoi le parti qui se réclame d'une politique alternative a-t-il refusé de céder à son alliée l'Union des Femmes trois sièges sur huit ?

F.H. : La question est mal posée. Il n'est pas de notre ressort de distribuer des mandats après l'élection. En accord avec la procédure électorale, nous avions à placer sur les listes régionales des candidats dans un ordre de succession univoque. Les listes ne peuvent être modifiées qu'en cas de décès. Après les élections, la commission électorale répartit les mandats d'après le nombre de voix. C'est la loi électorale.

– Es-tu président de bureau ou homme politique des Verts ? Les Verts auraient pu protester auprès de la commission électorale ou bien prendre eux-mêmes en main la requête des femmes.

– On peut se rendre ridicule à protester contre la loi. Et il est contraire au principe d'élections libres de jongler après coup en tant que parti avec les mandats »<sup>64</sup>.

Il semble cependant que la base n'ait pas été d'accord avec cette décision si l'on en croit une déclaration faite conjointement par le Parti Vert de Weimar et l'U.F.V. de Weimar au congrès extraordinaire des Verts ouest-allemands le 1<sup>er</sup> avril 1990 à Hagen : « L'alliance lilas et verte a pu obtenir à Weimar le troisième meilleur résultat de toute la RDA, et ceci dans la région noire de la Thuringe. Il est à mettre sur le compte d'une très bonne campagne électorale commune à la base, qu'il s'agisse de son contenu ou de son organisation. La décision du bureau de coordination du Parti Vert de RDA de ne donner aucun mandat à l'Union Indépendante des Femmes à la Chambre du Peuple nuit à notre travail commun à la base. Nous donnons ainsi l'impression à nos électeurs et électrices d'être incapables de prouver la démocratie et de gouverner »<sup>65</sup>.

Ces propos illustrent les rapports de force qui régissent les relations entre divers groupes de l'opposition et rappellent la France où « le mouvement alternatif est en fait constitué d'une multitude d'associations contestataires que certains regroupent sous le nom de « mouvement » et marqué par une sectorisation du militantisme (écologisme, tiers-mondisme, féminisme) qui permet de réunir beaucoup de gens qui ne poursuivent pas le même but »<sup>66</sup>. Les luttes d'influence des personnalités jouent un rôle aussi important que les débats idéologiques et la résistance de certaines régions à la centralisation. Bernd Reichelt, député vert de Leipzig, le reconnaît implicitement en déclarant que l'alliance avec les femmes est avant tout un problème berlinois<sup>67</sup>.

Les oppositionnels ont affronté les élections municipales du 6 mai 1990 en rangs dispersés. Au lieu d'établir une liste d'opposition commune, ils se sont regroupés au sein de trois alliances différentes : Bündnis 90 (l'Alliance 90 déjà candidate aux élections législatives du 18 mars 1990, regroupant le Nouveau Forum, Démocratie Maintenant et l'Initiative pour la Paix et les Droits de l'Homme), une « Liste Alternative de Gauche » (Die Nelken, Vereinigte Linke, l'UFV, le DFB et l'Alternative Jugendliste<sup>68</sup>) et enfin les Verts qui faisaient cavaliers seuls. Par ailleurs, la Ligue Verte a présenté des candidats dans certaines circonscriptions électorales<sup>69</sup> en évitant en général de faire concurrence aux Verts. Ceux-ci, quant à eux, ont bénéficié de la tendance générale : les électeurs ont boudé les grands partis et les formations d'opposition ont recueilli plus de suffrages que le 18 mars 1990 ; les Verts ont exceptionnellement obtenu 15 % des suffrages à Templin mais en général entre 4 et 8 %<sup>70</sup>. Leur avenir sera déterminé par les rapports qu'ils entretendront avec les Verts de RFA lors des élections de toute l'Allemagne. S'il on s'en réfère aux derniers pourparlers entre les deux partis, on peut supposer que le Parti Vert de RDA aura disparu dans un laps de temps plus ou moins long. Mais les associations écologistes à implantation locale ne seront pas touchées par le chômage.

## Notes :

1. Michaud, Dominique Allan. *L'avenir de la société alternative : les idées 1968-1990...*

Paris : L'Harmattan, 1989, 382 p. ; bibliogr.

2. Fromme, Friedrich Karl. « Sächsische Umweltschlüter knüpfen an alte Vorbilder an ». *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 mai 1990, p. 4.

3. Entretien du 1<sup>er</sup> février 1990 à Wittenberg.

4. Lettre du 27 décembre 1989 de deux écologistes, anciens membres de la Société de la Nature et de l'Environnement (GNU). Ils font allusion à la pratique des « Giftschleiche » ou « bons de commandement empoisonnés » : certains ouvrages jugés idéologiquement dangereux étaient soigneusement tenus secrets dans le « Giftkabinett » (« cabinet empoisonné ») de certaines bibliothèques et ne pouvaient être consultés sans autorisation spéciale.

5. *Wohin mit den Hochtechnologien ?* Kirchliches Forschungsh Heim, Wittenberg, 1988, 47 p. ; bibliogr.

6. Scholz, Rainer. « Wenn das Gemüse nach Wofatex schmeckt ». *Frankfurter Rundschau*, 11 février 1989 ; p. 2 (Beilage Zeit und Bild).

7. Entretien avec Gerhard Bäcker à Berlin (Est) le 29 janvier 1990.

8. Entretien avec Heiko Kalles et Roland Quaster à Leipzig le 7 février 1990.

9. STERN EXTRA ZUR WAHL. « Die neuen Parteien, wer sie sind, was sie wollen », p. 15.

10. *Der Spiegel*. « Rauchende Ungeheuer », 1989 (48) ; p. 30.

11. Tracts électoraux. Dresde, mai 1990.

12. On se reportera à l'étude de Hans Joachim Vein : « Wer wählt Grün ? Zum Profil der neuen Linken in der Wohltandsgesellschaft ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1985 (35-36) ; p. 3-17. Selon lui, les électeurs des Verts ont moins de 35 ans, sont issus des classes moyennes et sont d'un niveau culturel élevé. Helmut Fögt a étudié l'origine sociale des parlementaires verts : ce sont surtout des universitaires, des enseignants, des chercheurs en sciences sociales. Cf. « Die Mandatsträger der Grünen. Zur sozialen und politischen Haltung der Grünen ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 1986 (11) ; p. 16-33.

13. Entretien du 1<sup>er</sup> février 1990 à Wittenberg.

14. Wensierski, Peter et Büscher, Wolfgang. « Es geht um mehr als Bäume pflanzen », interview mit einer Schweriner Umweltschutzinitiative, in : *Beton ist Beton*. Hattingen : Scandica Verlag, 1981, p. 85-90.

15. « Zahlenspiegel Bundesrepublik – Deutsche Demokratische Republik : ein Vergleich ». Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen. Bonn, 1986 ; 132 p.

16. Manale, Margaret. « Eglises et Etat en République Démocratique Allemande ». *L'autre Europe*, Paris, 1989 (22), p. 171.

17. Gensichen, Hans Peter. « Eine neue Phase des Umweltengagements in den Kirchen ? », *Zeichen der Zeit*, 1988 (7), p. 176-179.

18. Manale, Margaret. « Eglises et conscience nationale en Allemagne ». *Revue française de sciences politiques*, 1987 (3), p. 346-357.

19. Manale, Margaret. *Art. cit.* Cette formule a été prononcée par l'évêque Schönherr en 1971.

20. Falcke, Heino. « Gerechtigkeit, ökologische Lebensfähigkeit und Partizipation ». In : Wensierski, Peter. *Beton ist Beton*, Hattingen ; Scandica Verlag ; p. 205-215.

21. Le terme anglais de « integrity of creation » a été traduit en allemand par « Bewahrung der Schöpfung », un concept qui est devenu la clé de la conception est-allemande sur l'environnement. Gensichen critique cette notion beaucoup trop conservatrice à son goût : « C'est un concept très conservateur, il ne s'agit pas de « préserver », il faut aussi libérer. [...] Les An-

- glais parlent de « integrity of creation », cela fait encore plus innocent [...] En fait, « protection de l'environnement » et « engagement pour l'environnement » sont des notions suffisantes dont les théologiens aussi peuvent se satisfaire ». Entretien du 1<sup>er</sup> février 1990 à Wittenberg.
22. Gensichen, Hans Peter. « Das Christliche im Umweltschutz », *Briefe*, 1987 (15), p. 3.
23. Entretien du 1<sup>er</sup> février 1990 à Wittenberg.
24. Idem.
25. Renseignement fourni par Jan Haverkamp, écologiste néerlandais qui a rendu visite à un nombre important de groupes écologistes en RDA en décembre 1989 et a rédigé un rapport.
26. « Eine alte Gesellschaft sucht ein neues Profil », *Berliner Zeitung*, 9 janvier 1990 : p. 4.
27. « Arbeitsgemeinschaft für Stadtentwicklung und Umweltschutz » : groupe de travail pour le développement urbain et la protection de l'environnement.
28. *Der Spiegel*, 1989 (48), « Rauchende Ungeheuer » : p. 30.
29. *Der Igel – Das Umweltblatt der KMU*, Leipzig, septembre 1989 : 20 p.
30. Idem, p. 2.
31. *Streiflichter*, Leipzig, 7 mars 1988 : p. 1-3.
32. Entretien avec l'auteur.
33. On peut aussi traduire « Eingabe » par le terme de « pétition individuelle » (textes officiels et indication fournis par M. Keribin).
34. *Gesetzblatt*, 1975, n° 26, p. 461.
35. *Rechtslexikon*. Berlin : Staatsverlag der DDR, 1988, p. 88.
36. *Verwaltungsrecht – Lehrbuch*. Berlin : Staatsverlag der D.D.R., 1988.
37. *Streiflichter*, Leipzig, 11 septembre 1989, n° 55, p. 8-10.
38. Heller, Frühjof. « Inoffizielle Publizistik in der DDR ». *Deutschland Archiv*, novembre 1988, p. 1188-1195.
39. Wonsarski, Peter et Büscher, Wolfgang. « Nach Alternativen wird gesucht », *Beton ist Beton. Zivilisationskritik aus der DDR*. Hattingen, Scandica-Verlag, 1981, p. 19.
40. Staecker, Dieter. « Die Arche Nova schwimmt von zu Sünde ». *Die Presse*, 17 octobre 1988, p. 9.
41. Comme les premiers numéros ne sont pas datés, il est difficile de dire quand a commencé la publication.
42. La Bibliothèque de l'Environnement possédait cinq collections complètes des *Umweltblätter* ; quatre ont disparu « de façon mystérieuse » aux dires des membres du groupe. En conséquence, la dernière série est précieusement conservée sous clef et il n'est même pas possible au visiteur de passage de la consulter sur place.
43. Scholz, Reiner. « Wenn das Gemüse nach Wofatex schmeckt ». *Frankfurter Rundschau*, 1989 (11 février) : Beilage « Zeit und Bild », p. 2.
44. *Briefe*. Wittenberg, novembre 1986 (n° 14), avril 1987 (n° 15) et novembre 1987 (n° 16).
45. Tract du 5 novembre 1989 à Berlin : « Aufruf zur Gründung einer Grünen Partei ». Il donne l'adresse de 16 membres fondateurs (dont deux femmes).
46. Société de la Nature et de l'Environnement.
47. (Autre) tract du 5 novembre 1989.
48. « Grüne Partei versus Grüne Liga », *die tageszeitung*, 27 novembre 1989.
49. Mathieu, Jean-Philippe et Mortier, Jean. *RDA, quelle Allemagne ?* Paris, Messidor, 1990 p. 260...

50. Entretien avec l'auteur.
51. « Grüne Partei versus Grüne Liga ». *Die tageszeitung*, 27 novembre 1989.
52. *Der Spiegel*. « Rauchende Ungeheuer » 1989 (48), p. 30.
53. Entretien du 1<sup>er</sup> février à Wittenberg.
54. Manale, Margaret. « RFA : parlementarisation des Verts et démocratie médiatique ». *Politix*, 1990 (9), p. 70-73.
55. Renseignements fournis par Jan Haverkamp dans son récit de voyage.
56. J.-P. Mathieu et J. Mortier, *op. cit.*
57. Pollmann, Christopher. « Im Dschungel der Bekenner. Ein Rückblick auf 10 Jahre politische und Initiativen-Arbeit ». *GAL-Rundbrief*, Hambourg, 1989 (7), p. 50-54.
58. H.P. Gensichen. « Sorge für die Umwelt in den 80er Jahren ». In : ... *und Friede auf Erde*, Berlin (Est) : Institut Kirche und Judentum, 1988, p. 145-166.
59. Entretien du 29 janvier 1990 à Berlin.
60. Entretien avec l'auteur.
61. Idem.
62. Idem.
63. « Zur Arbeit der Volkskammerfraktion Grüne Partei/Bündnis 90 ». *Die andere Zeitung Leipzig*, 1990 (10), p. 7.
64. « W oder alternativ noch frauenfeindlich », *die tageszeitung*, 27 mars 1990, p. 2.
65. Déclaration au congrès des Verts de RFA.
66. Michaud, Dominique Allan. *L'avenir de la société alternative*. Paris, L'Harmattan, 1989, p. 83.
67. f. note 62.
68. UFV : Union Indépendante des Femmes ; DFB : Union Démocratique des Femmes.
69. « Résultats provisoires des élections communales du 6 mai 1990 en RDA » *Neues Deutschland*, 8 et 9 mai 1990, p. 5.
70. Idem.

### CHRONOLOGIE : L'ÉCOLOGIE EN RDA DE JUILLET 1989 À JUILLET 1990

#### JUILLET 1989

6 juillet

Les participants du premier « Jour de l'environnement » à Berlin-Est, organisé par le Réseau de l'Arche (fondé en 1988), réclament la publication des taux de pollution en RDA, dans une lettre qu'ils adressent au Ministère de l'Environnement de la RDA et au Conseil Municipal de Berlin-Est.

20 juillet

La Fédération des Églises Évangéliques de RDA publie une étude sur « l'énergie et l'environnement en RDA » dans laquelle elle réclame la liberté de l'information dans le domaine de l'écologie.

#### SEPTEMBRE

6 septembre

Les écologistes de la Bibliothèque de l'Environnement de Berlin-Est appellent tous les démocrates de RDA à s'unir pour faire face à la politique catastrophique des dirigeants.

#### OCTOBRE

7 et 8 octobre

Rencontre des groupes de la GNU Société de la nature et de l'environnement à Potsdam ; ils réclament une démocratisation au nom du socialisme.

#### NOVEMBRE

2 novembre

Pour la première fois, les taux de pollution sont publiés dans les journaux de Leipzig.

5 novembre

Après un office dans la Kreuzkirche de Dresde, 10 000 personnes manifestent pour une meilleure protection de l'environnement

Appel à la fondation d'un Parti Vert de RDA (à Berlin).

13 novembre

Publication du décret qui libéralise l'accès aux chiffres concernant l'environnement.

17 novembre

Formation du gouvernement Modrow : le ministre de l'environnement reste Hans Reichelt (DBD : Union des Paysans), en poste depuis 1972.

18 novembre

Appel à la fondation d'une Ligue Verte.

20 novembre

À Berlin, manifestation commune d'écologistes de RDA et de RFA contre l'exportation de déchets toxiques occidentaux en RDA.

24 novembre

Proclamation de l'existence du Parti Vert de RDA à Berlin.

Incident à la centrale nucléaire de Greifswald (qui ne sera connu que plus tard).

29 novembre

Frank Herrmann, vice-ministre de l'Environnement de RDA, appelle les groupes écologistes des Églises à la coopération avec le gouvernement dans des « commissions pour l'environnement ».

#### DECEMBRE

1er au 10 décembre

Manifestations de citoyens habitant près des décharges de déchets toxiques de Schöneiche et Vorketzin.

7 décembre

Deux représentants du Parti Vert de RDA (Carlo Jordan et Marianne Dörfler) participent à la première Table Ronde.

8 décembre

Pour la première fois, Hans Reichelt, Ministre de l'Environnement en RDA, reconnaît que l'eau est contaminée près de Schöneiche et Vorketzin.

9 décembre

Manifestation du Parti Vert de RDA contre le néofascisme, la xénophobie et l'unification.

13 décembre

Des groupes d'écologistes de RDA vont à Bonn voir Klaus Töpfer. Ils demandent, entre autres, la démission de Reichelt et la vérité sur les livraisons de déchets toxiques de la RFA à la RDA.

14 décembre

Rencontre de Hans Reichelt et de Klaus Töpfer à Berlin.

Proclamation de l'existence de la Ligue Verte à Berlin devant la presse de RFA. Elle se déclare candidate pour les prochaines élections.

Fondation de l'Institut Indépendant d'Ecologie à Berlin-Est.

18 décembre

La Ligue Verte a des représentants à la Table Ronde ( Dieumar Lucht et Matthias Platzcek).

20 décembre

La presse de RFA découvre que PreussenElektra et Bayernwerke ont un projet de construction de quatre centrales nucléaires en RDA. La Ligue Verte proteste.

22 décembre

Helmut Haussmann, Ministre de l'Economie de RFA, confirme l'existence de ce projet.

Les compétences du Ministère de l'Environnement et des Eaux sont élargies à la Protection de la Nature.

JANVIER 1990

4 janvier

Reiner Lehmann, directeur de la centrale nucléaire de Greifswald, se prononce pour la construction d'autres centrales nucléaires en RDA.

Des groupes d'écologistes de RDA commencent une période d'action qui durera jusqu'au 27 janvier : ils bloquent l'accès aux décharges de Schöneiche et Vorketzin.

8 janvier

Les groupes écologistes de RFA et de RDA qui militent pour la sauvegarde de l'Elbe fondent un «Conseil commun de l'Elbe».

10 janvier

Hans Reichelt se retire «en raison de son âge». Il est remplacé par Peter Diederich qui appartient lui aussi au Parti Paysan (DBD).

11 janvier

A Leipzig, fondation d'Ökolöwe, union régionale de groupes écologistes.

16 janvier

Klaus Töpfer visite le chantier de la centrale nucléaire de Stendal. Il est accueilli par une centaine d'écologistes de RDA qui réclament l'arrêt de la centrale.

Hochst décide de ne plus livrer de déchets à la décharge de Schönberg (RDA) mais en Rhénanie du Nord-Westphalie.

24 janvier

Constitution d'une Table Verte sur l'initiative du pasteur de Wittenberg, Hans Peter Gensichen. 18 partis et groupements y sont représentés.

27 janvier  
Les habitants de Mölbitz, «le village le plus sale de la RDA», situé en bordure du complexe chimique d'Espenhain, décident par vote de quitter leur village qui sera détruit.

FEVRIER

3 février

Congrès de fondation de la Ligue Verte à Schkopau (Halle).

5 février

Klaus Schliuter, Matthias Platzcek (Ligue Verte) et Sebastian Flugbeil (Nouveau Forum) entrent comme ministres sans portefeuille dans le gouvernement Modrow.

6 février

Les experts ouest-allemands se prononcent pour l'arrêt de deux réacteurs sur quatre dans la centrale nucléaire de Greifswald.

7 février

Le Conseil Ministériel de RDA propose d'arrêter 10 % des usines de production chimique de la région de Bitterfeld d'ici 1991.

7 au 9 février

Congrès de fondation du Parti Vert de RDA à Halle. Il vote le «programme de Halle» dans lequel il se prononce pour l'unité allemande après dissolution des blocs militaires et démillitarisation complète de l'Allemagne.

8 février

Arrêt de l'exploitation du cuivre à Ilsenberg (près de Magdebourg) pour raisons écologiques et à cause des protestations de la population.

14 février

Le Parti Vert et l'Union Indépendante des Femmes (UFV) décident de s'allier pour les élections législatives du 18 mars.

Premier jumelage régional pour la protection de la nature et de l'environnement entre la Basse-Saxe et la Saxe-Anhalt.

15 février

Le réacteur II de la centrale nucléaire de Greifswald est arrêté.

19 février

Diederich annonce une réforme écologique draconienne en RDA.

Un projet d'extension des centrales atomiques en RDA est discuté au conseil économique de RDA.



Première conférence nationale pour la protection de la mer Baltique à Rostock.

18 mai

Le gouvernement de RDA décide l'arrêt de 39 entreprises de la région de Bitterfeld.

21 et 22 mai

Les dirigeants des Verts de RFA entament des discussions avec les Verts de RDA et d'autres partis d'opposition en vue d'une alliance électorale pour des élections paneuropéennes.

JUIN

1er juin

Töpfer et Steinberg annoncent l'arrêt définitif de la centrale atomique de Greifswald d'ici fin 1990.

10 juin

A Dortmund, congrès des Verts de RFA qui ne sont, en majorité, plus opposés à la réunification. Ils envisagent la fusion de leur parti avec les Verts de RDA, mais ceux-ci y sont opposés.

Le président du BUND ( Union pour la protection de la nature et de l'environnement en Allemagne ) estime le coût de l'union écologique des deux Allemagnes à 500 milliards de deutschemarks, alors que le gouvernement fédéral parle de 100 milliards.

22 juin

La Chambre des Députés de RDA arrête toutes les opérations de rachat du secteur énergétique de RDA par les trois géants de RFA (Bayernwerke, RWE, PreussenElektra).

JUILLET

1er juillet

Le Contrat entre les deux Etats allemands entre en vigueur. L'article 16 stipule que la RDA adopte la réglementation de la RFA dans le domaine de l'environnement.

- 23 février  
Entrétiens de Diederich et Töpfer à Bonn : ils décident de prendre des mesures d'urgence.
- 25 février  
La section RDA de Greenpeace est fondée à Berlin-Est.
- 27 février  
On apprend qu'en 1989, la pollution des forêts a augmenté de 10 % en RDA.
- MARS
- 1er mars  
La branche ouest-allemande du Konzern d'électricité ABB décide de coopérer avec le VEB Bergmann-Borsig de Berlin-Est qui construit les centrales énergétiques en RDA.
- Signature d'un contrat par Preussen- elektra et Bayernwerke pour la création de deux entreprises mixtes en RDA.
- 3 mars  
Manifestation de 500 personnes devant la décharge de Schönberg.
- 7 mars  
Première réunion de la table ronde sur l'écologie qui réunit des représentants des deux Allemagnes..
- 11 mars  
10 000 personnes manifestent devant le chantier de la centrale de Stendal.
- 14 mars  
WWF installe son premier bureau en RDA à Potsdam.
- 18 mars  
L'union électorale des Verts et de l'UFV remporte 1,96 % des voix, soit huit mandats.
- 23 mars  
Le gouvernement de coalition issu des élections du 18 mars choisit Karl Herrmann Steinberg (CDU) comme Ministre de l'Environnement. Ses compétences sont élargies au secteur énergétique et à la sécurité nucléaire.
- 24 mars  
La direction du Parti Vert décide de ne céder aucun de ses huit sièges à ses alliées de l'UFV qui n'étaient pas placées en tête des listes électorales.
- 26 au 30 mars  
Forum des techniques écologiques (UTECH) à Berlin-Ouest. Des spécialistes de RDA y sont présents.

- 27 mars  
La presse révèle que Siemens est en pourparlers avec le combinat chargé de la construction de centrales nucléaires en RDA.
- AVRIL
- 6 au 8 avril  
Congrès sur «l'économie écologique» («Ökologisches Wirtschaften») à Leipzig.
- 9 avril  
Le bateau-laboratoire Beluga de Greenpeace commence à analyser l'eau de l'Elbe près de Magdebourg.
- 18 avril  
Le Beluga arrive à Dresde. Greenpeace compte déjà 20 000 adhérents en RDA.
- 19 avril  
Greenpeace bloque l'accès de l'usine de médicaments de Dresde.
- 26 avril  
Karl Herrmann Steinberg présente son programme de mesures dans le domaine écologique : il prévoit l'adoption en RDA des réglementations de la RFA et la remise en service des centrales nucléaires.
- MAI
- 3 mai  
Le vice-ministre de l'environnement en RDA, Michael Succow (LDP), est «déliévré de ses fonctions» par le ministre Steinberg.
- 6 mai  
Elections communales : les listes locales du Parti Vert obtiennent entre 4 et 8 % des voix, sauf à Berlin (2,68 %).
- 9 mai  
Klaus Töpfer annonce que la décision définitive concernant la centrale nucléaire de Greiswald est encore repoussée.
- 11 mai  
Les Verts de RDA publient une lettre ouverte dans laquelle ils refusent d'être annexés par le parti des Verts de RFA.
- 15 mai  
On apprend que le volume des ordures ménagères a augmenté d'un quart en quelques mois à Magdebourg.  
18 et 19 mai